

Questions orales

Au nom de M. Jean Lambert, président de la Chambre de commerce du Québec, je vous invite à participer en grand nombre à cet événement inédit.

* * *

[Traduction]

CONSUMERS GAS

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, surprise, surprise! Le nouveau premier ministre de l'Ontario commence à faire de la gymnastique. Il semble qu'à force de virevolter, Bob a fait volte-face à la vente de Consumers Gas.

N'est-il pas étrange qu'après s'être rendu à New York pour implorer les hommes d'affaires américains d'investir en Ontario, notre premier ministre socialiste aux bas de soie annonce qu'il autorisera la vente de Consumers Gas à des intérêts étrangers?

En mars seulement, Bob le rêveur, alors chef de l'opposition, disait que Consumers Gas devrait être un service public. Il a promis que, s'il était élu, il empêcherait cette vente.

Quelqu'un devrait dire aux néo-démocrates fédéraux que, pendant qu'ils livrent la guerre aux conservateurs parce qu'ils cherchent à vendre le Canada, leurs cousins provinciaux à Queen's Park sont en train de vendre l'Ontario. Ce parti suffisant commence à briser ses promesses, il pédale à l'envers, recule, fait volte-face et s'élançait dans tous les azimuts.

Il n'y a pas à dire, c'est de la pure hypocrisie. Pourquoi Bob l'athlète flagorne-t-il d'importants hommes d'affaires? C'est toute la province de l'Ontario qui se demande quel genre de gouvernement elle a élu. Seraient-ce des conservateurs qui se cachent sous des apparences néo-démocrates? Quelles autres surprises Bob garde-t-il en réserve pour. . .

M. le Président: Le temps attribué au député est écoulé.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Tous les jours, on assiste à des fermetures d'usine dans l'Ouest, en Ontario, au Québec, dans la région de l'Atlantique et partout au pays. La politique de taux d'intérêt élevés et de maintien du cours du dollar canadien à un niveau élevé nous empêche d'être compétitifs sur le

marché international. C'est ce qui entraîne l'accroissement du chômage dans tout le pays.

Quand le gouvernement va-t-il concrètement donner suite à ses promesses souvent répétées mais jamais tenues de venir en aide aux personnes sans emploi à cause de sa politique impossible qui consiste à mettre en oeuvre un accord de libre-échange, d'une part, et à maintenir des taux d'intérêt et un cours du dollar élevés, d'autre part? Quand le gouvernement va-t-il remplacer sa politique actuelle de resserrement du crédit par une politique de plein-emploi?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député se rendra tout d'abord compte, je le suppose, que le taux d'escompte de la Banque du Canada a baissé aujourd'hui de façon marquée, soit de 12 points de base.

C'est là un signe évident que notre politique donne les résultats escomptés. Nous souhaitons que les taux d'intérêt baissent, mais nous voulons qu'ils restent bas, afin de pouvoir profiter pleinement de l'Accord de libre-échange et des autres politiques du gouvernement.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Monsieur le Président, le gouvernement et le ministre d'État chargé des Finances savent pertinemment que le fait de tripa-touiller les taux d'intérêt n'est pas une solution. Le ministre n'ignore également pas que les fermetures d'usines et l'accroissement du chômage découlent directement de l'incapacité du gouvernement de mettre de l'ordre dans ses affaires.

Pour financer son déficit croissant, non seulement le gouvernement absorbe une grande partie des épargnes des Canadiens, mais il doit également aller emprunter sur les marchés étrangers à des taux élevés. Ainsi, petit à petit, le Canada devient tributaire des étrangers, et de ce fait, il est moins compétitif, des usines ferment et le chômage augmente.

Comment le gouvernement se propose-t-il de corriger le déséquilibre dans le compte d'opérations de change alors que sa propre politique de taux d'intérêt élevés et de maintien du dollar canadien à un niveau élevé nuit énormément à nos exportations?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, pour ce qui est de la création d'emplois, je préférerais toujours la politique de notre gouvernement à celle prônée par le Parti libéral.

Si mon collègue s'inquiète vraiment de la création d'emplois, il devrait exhorter ses collègues sénateurs à adopter la TPS, car c'est justement une taxe qui améliorera la capacité générale du Canada de créer des emplois et d'être compétitif. S'il est vraiment sérieux, c'est ce qu'il devrait faire, au lieu de se contenter de belles paroles.